

<http://www.pressegauche.org/Tournee-regionale-du-directeur-quebecois-d-Unifor-Les-dirigeants-syndicaux-de>



Tournée régionale du directeur québécois d'Unifor - Les dirigeants syndicaux de la région visiteront les lockoutés



chez ABI

Date de mise en ligne : lundi 12 mars 2018

- Communiqués -

Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

TROIS-RIVIÈRES, QC, le 11 mars 2018 - Alors qu'il poursuit sa tournée annuelle des régions, le directeur québécois d'Unifor, Renaud Gagné, en a profité pour aller à la rencontre de membres de la section locale 9700 des Métallos qui sont présentement en lock-out chez ABI à Bécancour.

« Nous tenons normalement un point de presse avec les médias régionaux, mais on a plutôt décidé de prendre une pause dans notre journée pour venir encourager nos consoeurs et confrères Métallos », a déclaré M. Gagné.

Ainsi, la cinquantaine de dirigeantes et dirigeants d'Unifor des sections locales de la région se rendront à la roulotte et au piquet de grève entre 11h30 et 12h30 le mardi 13 mars. « Nous profiterons de l'occasion pour remettre un don d'une de nos sections locales », a indiqué M. Gagné qui a d'ailleurs rappelé que les sections locales d'Unifor du Saguenay-Lac-Saint-Jean ont récolté la somme de 11 150 \$ au profit des lockoutés d'ABI. « Et ce n'est pas tout, toutes les sections locales de toutes les régions sont sollicitées et déjà plusieurs autres dons affluent à nos bureaux », a indiqué le dirigeant syndical. Ce n'est qu'un juste retour des choses alors que la section locale 9700 des Métallos s'est toujours montrée solidaire des travailleuses et travailleurs en conflit de travail. « On a pu le constater nous-même dans deux conflits, ceux de Silicium et de Delastek, qui ont reçu un appui majeur des gens d'ABI », a rappelé M. Gagné.

Tournée des régions du directeur québécois d'Unifor

Au nombre des sujets abordés, l'épineuse question de la renégociation de l'ALÉNA alors que le syndicat représente des membres dans presque tous les secteurs qui seront potentiellement impactés dont l'automobile, le bois d'oeuvre, le papier journal et surcalandré, l'aluminium, l'aérospatial, etc. Unifor s'inquiète particulièrement du fait que le Canada a signé l'Accord de partenariat transpacifique (PTP) en surprise et sans que l'on connaisse exactement le contenu. « Il faut bien comprendre que cet accord risque de paver la voie au futur ALÉNA. Ce qu'on a concédé dans cette négociation, les Américains voudront aussi l'obtenir », a indiqué M. Gagné. Les récentes menaces d'imposer des taxes sur l'acier et l'aluminium produit au Canada sont aussi très inquiétantes. « On a beau être exemptés pour le moment, Trump a été très clair en disant que ça dépendra du résultat de la négociation de l'ALÉNA. Ce qui revient à dire que si le Canada ne lui concède pas ce qu'il veut, il va nous imposer des taxes. Ça n'a pas de sens de négocier comme cela », a expliqué M. Gagné.

Le dirigeant syndical rappelle que « l'ALÉNA, dans son état actuel, n'est pas un bon accord. Il faut que des dispositions efficaces soient incluses pour la défense des droits du travail et de l'environnement. Il nous faut aussi un bon dispositif de résolution des conflits », a expliqué M. Gagné. C'est d'ailleurs le même message qu'Unifor maintient lors des différentes rondes de négociation alors que les dirigeants, dont M. Gagné et Jerry Diaz, président national, participent en tant qu'organisation invitée par le gouvernement fédéral.

2018 : une année électorale

Les dirigeantes et dirigeants d'Unifor profitent aussi de la rencontre pour discuter des prochaines élections québécoises qui se tiendront à l'automne. Lors d'une rencontre des sections locales en novembre dernier, les membres ont pu contribuer au processus de création de la plate-forme d'Unifor. Des équipes de militantes et militants seront mises en place partout au Québec afin d'aller à la rencontre des candidates et candidats des différents partis politiques et de présenter ces revendications.

Au menu de cette plate-forme, nous retrouvons plusieurs revendications axées sur l'amélioration des conditions de vie et de travail de l'ensemble de la population notamment par la bonification des normes du travail, le renforcement de la loi en matière de santé et sécurité, l'amélioration du régime public de retraite, de meilleures dispositions en matière de syndicalisation et plus de mordant pour les dispositions antibriseurs de grève, de l'investissement massif dans les services publics et une bonification de la formation tout au long de la vie. Les autres sujets concernés par les revendications portent sur la protection de l'emploi et de l'économie, l'obtention d'une société plus juste et égalitaire, la protection de l'environnement, la mise en place de mesures transitoires pour les emplois perdus dans la lutte aux changements climatiques, de meilleurs mécanismes pour protéger la langue française, un canal de communication afin d'assurer un dialogue entre les gouvernements et la société civile dont les syndicats et plusieurs revendications sectorielles : aérospatial, automobile, forestier, médias et transport.

Négociation du contrat modèle dans l'industrie papetière à l'est du Canada

À la mi-avril, le syndicat amorcera la négociation du contrat modèle avec l'entreprise cible choisie par les membres soit la compagnie Produits forestiers Résolu (PFR). Cette négociation traite des items salariaux, du régime de retraite et des avantages sociaux. Les clauses locales sont en train de se négocier à travers les usines de PFR. Lorsque le contrat modèle sera conclu, il servira de référence pour la renégociation des conventions collectives du reste de l'industrie papetière de l'est du Canada.

En dernier lieu, la réunion est une occasion unique pour les dirigeantes et dirigeants des sections locales de faire part des problématiques auxquelles ils font face dans leur milieu de travail tout en échangeant avec leurs consoeurs et confrères ainsi que le directeur québécois.